Actualités sociales

2e trimestre 2026 • Avril à juin 2026

Contrat de travail, absences et organisation

01 Congés payés et maladie

Pendant un arrêt d'origine non professionnelle, le salarié acquiert légalement 2 jours ouvrables par mois, dans la limite de 24 jours au titre de ces absences par période de référence. Le régime diffère pour les accidents du travail et maladies professionnelles.

En pratique · Contrôler le compteur et vérifier si un texte conventionnel prévoit des droits plus favorables pour ces absences.

Consulter la source officielle

02 Ancienneté et absences

Les arrêts de mars 2026 distinguent deux calculs : les absences pour maladie ne sont pas retranchées de l'ancienneté exigée pour le complément légal de salaire, tandis que l'arrêt pour accident de trajet est écarté du calcul de l'indemnité légale de licenciement, sauf règle conventionnelle plus favorable.

En pratique · Paramétrer le calcul selon le droit examiné et la nature de l'absence.

Consulter la source officielle

03 Questionnaire Risques professionnels

Depuis le 31 mars 2026, le questionnaire utilisé par l'Assurance Maladie pour instruire certains dossiers d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle est accessible dans le Compte entreprise sur Net-entreprises.

En pratique · Vérifier les accès de la personne chargée de répondre aux questionnaires.

Consulter la source officielle

04 Rupture conventionnelle et transaction

Le support revient sur la portée d'un protocole signé après homologation. La chronologie et l'objet exact du différend sont déterminants pour apprécier la validité de la transaction et les demandes qu'elle couvre.

En pratique · Vérifier le périmètre de l'accord avant de considérer un litige comme réglé.

05 Temps de travail et pauses

Le trimestre revient sur le droit à réparation en cas de non-respect du temps de pause et sur la preuve du respect des pauses par l'employeur.

En pratique · Rapprocher les horaires prévus des temps de travail réels, notamment sur les journées continues.

Synthèse du support « Actualité sociale » T2 2026, Isabelle Tocchio. Vérification éditoriale le 4 novembre 2026.

Actualités sociales

2e trimestre 2026 • Avril à juin 2026

Rémunération, formation et protection sociale

06 Égalité salariale et transparence

Le support aborde les exigences de la directive européenne sur la transparence des rémunérations et les travaux de transposition. Les obligations existantes en matière d'égalité salariale restent à distinguer des nouvelles mesures nationales.

En pratique · Cartographier les postes comparables et documenter les critères de rémunération.

Consulter la source officielle

07 CPF et reconversion

La participation forfaitaire CPF passe à 150 € pour les demandes de souscription à compter du 2 avril 2026, sauf exceptions. La période de reconversion, entrée en vigueur en février, remplace la Pro-A et Transitions collectives.

En pratique · Vérifier l'éligibilité, les cas d'exonération et les possibilités de financement avant l'inscription.

Consulter la source officielle

08 Assurance chômage

Le support fait le point sur le bonus-malus et sur l'accès à l'ARE de certains primo-entrants. Ces mesures concernent des publics et des dates d'application distincts.

En pratique · Vérifier le secteur et la notification de taux côté employeur, puis les conditions individuelles côté salarié.

09 Congé supplémentaire de naissance

Le nouveau congé, mobilisable depuis le 1er juillet 2026, permet sous conditions à chaque parent de prendre un ou deux mois en complément des congés liés à la naissance ou à l'adoption.

En pratique · Anticiper les demandes et vérifier les règles transitoires pour les naissances ou arrivées au foyer du premier semestre.

Consulter la source officielle

10 Code APE et nomenclature

L'Insee attribuera automatiquement les codes APE en NAF 2025 à compter du 1er janvier 2027. Les entreprises peuvent consulter le futur code dès 2026.

En pratique · Vérifier que le futur code correspond à l'activité principale exercée.

Consulter la source officielle

11 Retraite et carrière longue

Les textes du printemps précisent les nouvelles conditions de départ anticipé pour carrière longue pour les retraites prenant effet à partir du 1er septembre 2026.

En pratique · Vérifier les droits selon la génération et la date d'effet envisagée.

Consulter la source officielle